

L'Adresse—M. Howie

et nos cœurs rapprochés
 battront d'accord,
 au rythme des merveilles.
 Ohé! voilà que l'avenir
 aux innombrables soleils,
 voilà que notre avenir à nous
 s'est levé!

Et pour toujours, nous oublierons
 les vieilles, funestes querelles
 qui empoisonnaient nos cœurs.
 Et désormais,
 dans les chemins de droiture et de justice,
 nous marcherons ensemble,
 dans la paix d'un pays
 sans haines ni rancunes.
 Et nous écouterons l'appel
 d'un Canada
 riche et jeune encore.
 Oh! oui! très heureux,
 les peuples épaulés sur le Nord,
 et marchant
 fixés sur l'imperturbable étoile
 des intangibles, des sacrées
 vérités de toujours!

Je t'aime, ô mon pays!
 Et, à toi, mon frère,
 de quelque race ou langue que tu sois,
 de nouveau, je dirai:
 Viens avec moi! Regarde!
 Cela nous fut donné,
 l'incomparable et libre terre,
 et l'avenir matinal et beau,
 semblable à un héros de force
 portant d'une main
 l'aurore,
 et de l'autre,
 la nuit,
 et chantant l'hymne viril:
 Heureux sous le regard de Dieu
 et le signe de l'immuable Polaire,
 Heureux entre leurs trois océans,
 les peuples comme le nôtre
 épaulés sur le Nord!
 Heureux les peuples accordés!

Monsieur le président, merci!

● (2010)

[Traduction]

L'hon. J. Robert Howie (York-Sunbury): Peu avant la dernière campagne électorale, monsieur l'Orateur, un libéral bien connu de ma circonscription a fait paraître un livre sur les techniques infaillibles pour se faire élire député. Un certain sénateur imaginaire du nom de Plumtree révèle ces secrets à Arthur T. Doyle. L'auteur voulait en faire une parodie de la vie politique. Le personnage de l'histoire, un anti-héros, s'accroche au pouvoir indéfiniment en évitant d'aborder les vrais problèmes et en disant toujours à ses mandants ce qu'ils veulent entendre. Selon le sénateur Plumtree, qui me fait songer au personnage du sénateur Snort des bandes illustrées américaines, l'homme politique n'a pas de devoir plus sacré que celui de se faire élire et de ne pas lâcher le pouvoir. L'auteur ignorait bien sûr que son parti se référerait à son livre comme guide lors de la campagne électorale nationale. Nous ne nous attendons évidemment pas qu'un humoriste signale tous les dangers possibles d'une philosophie ou d'un programme qu'il propose pour rire. Mais dans le monde réel, nous ne saurions échapper aux conséquences du cynisme et de

l'irresponsabilité politiques, surtout lorsque le succès aux urnes couronne un tel comportement.

Je sais que 20 minutes suffisent difficilement à un député pour décrire tous les coups portés à la santé et au progrès du pays par la dernière campagne électorale libérale. C'est pourquoi je parlerai surtout de ses répercussions sur la province et la région que je représente. Mais avant d'aborder ces questions, j'ai une observation à faire au sujet des implications nationales de la dernière campagne. Je veux parler de l'attitude du parti libéral envers l'Alberta.

Jamais depuis 1917 un grand parti politique n'avait entrepris aussi délibérément de dénigrer une partie du pays dans le seul but de se gagner les faveurs du reste. Il n'y avait aucune question authentiquement politique en jeu dans cette attaque contre les provinces productrices de l'Ouest, et plus particulièrement contre l'Alberta. Les libéraux n'ont exposé aucune question politique énergique. Il s'est agi là d'un effort concerté pour offrir aux provinces maritimes et à l'Ontario un bouc émissaire susceptible d'apaiser leur crainte et leur insécurité en matière énergétique, de légitimer ce que les maisons de sondage leur avaient décrit comme un ressentiment croissant à l'égard de la prospérité de l'Ouest. Le candidat libéral dans ma circonscription alla même jusqu'à faire publier dans les journaux une annonce déclarant que la taxe d'accise fédérale de 18c. irait alimenter la caisse du patrimoine de l'Alberta. Je vous concède que cet appel fut fréquemment plus subtil ailleurs, mais l'intention demeurait facilement reconnaissable. Personne n'a rappelé que les ressources de l'Ouest sont limitées, mais les gens de l'Ouest ont appris, pour l'avoir éprouvé, qu'ils ne peuvent compter sur le gouvernement libéral pour jeter le fondement d'une prospérité permanente.

Il n'y a rien de mystérieux au fait que les provinces de l'Ouest se sentent obligées de protéger leur avenir. On entend parler de ces Albertains cupides qui sont prêts à laisser leurs compatriotes de l'Est sans chauffage ni éclairage et de l'attitude déloyale de ces nouveaux cheiks aux yeux bleus. Il s'ensuit en définitive que les gens de l'Ouest doutent encore davantage de l'impartialité de la politique fédérale et se méfient de l'expression «intérêt national.» Et pour comble d'indignité, on entend ces propos hypocrites au sujet de la représentation proportionnelle comme s'il fallait imputer à la démocratie à l'échelon de la circonscription, et non au cynisme libéral, le manque de représentants de l'Ouest au sein du cabinet. C'est un affront à l'intelligence de la population et il en est de même, devrais-je ajouter, de la comparaison boîteuse avec le problème de la représentation au Québec.

L'Ouest a des raisons bien spéciales de rejeter le parti libéral. En dépit de ce rejet, notre système politique demeure concurrentiel. Le grand problème politique du Canada c'est que les partis qui représentent ses régions les plus dynamiques n'ont jamais vraiment la chance de gouverner. Ainsi, le parti qui a remporté la majorité absolue des sièges dans quatre des cinq régions du pays en mai dernier a tout juste eu le droit d'étudier des projets de loi d'ordre administratif. Un parti qui n'a aucun représentant dans deux régions gouverne avec une majorité confortable. Je suis surpris que le roi philosophe du fédéralisme ne veuille pas admettre que c'est là le problème politique le plus explosif pour le moment.

Les provinces maritimes ont, elles aussi, leur lot de griefs et de revendications historiques. Pour cette région, la Confédéra-